

nine, Tomsky, Sokolnikov) ; cette droite représente nettement l'élément koulak, bureaucrate, ingénieur (spetz), elle en traduit les aspirations, elle marche ouvertement à la liquidation de la dictature et du but socialiste ; cette bourgeoisie nouvelle est maintenant l'alliée directe des Purcell, des Chang Kai Chek, des radicaux français (voir affaire Rakovsky), et elle fait pression sur le groupe dirigeant du Parti, Staline-Boukharine. Par l'intermédiaire des droitières, Staline cède donc aux forces extérieures. Cette ligne de droite est déterminée par la pression du marché mondial. Appuyé sur l'appareil, Staline tient encore ; mais jusqu'à quand ?

A sa gauche, l'Opposition réagit contre cette ligne. Elle signale le danger. Mais Staline refuse de la laisser discuter, craignant de voir la paysannerie, inquiétée, accentuer brusquement sa politique de droite. Il s'efforce de nier la lutte de classe qui se poursuit sous le régime de la dictature prolétarienne, il n'ose donner la prépondérance aux ouvriers dans la politique qu'il pratique. Staline doit donc rejeter l'Opposition hors du Parti, l'écraser, c'est seulement de cette manière qu'il pense pouvoir justifier sa politique en signalant à son tour le danger de droite. Il faut qu'il reprenne les propositions de l'Opposition, qu'il dénonce le Koulak, le bureaucrate, etc... Mais, pris entre les deux solutions qui s'offrent à lui : céder définitivement à la droite, ou rejoindre les rangs du prolétariat pour mener la lutte de classe, Staline hésite. Les assises formidables du XV^e Congrès, malgré son monolithisme, son acier trempé et ses 100 % d'unanimité, ne le fixeront pas, car les réalités économiques et sociales évoluent implacablement, sans laisser place à une position centrée dans la base sociale n'existe pas.

Ce Congrès devait donc liquider définitivement l'Opposition et adresser un avertissement sérieux aux éléments de droite, dont le Thermidorianisme devenait véritablement trop apparent. Formellement, le but est atteint : l'Opposition est rejetée tout entière hors du Parti et condamnée dans son principe, et les thèses prévoient une reprise d'activité contre les paysans riches et la bureaucratie. Pratiquement il n'en est rien.

Liquider l'Opposition est facile, mais liquider la lutte de classes l'est moins. Admonester le Koulak, vitupérer Chamberlain, est aisé, mais obtenir le blé, justifier les conversations de Genève, l'est moins. Agir honnêtement est une chose, et mentir une autre ; mais on ne peut indéfiniment mêler les deux. Tous ceux qui réfléchiront sur les pseudo-débats de ce XV^e Congrès s'en persuaderont.

Comment liquider l'Opposition ? Peut-on nier la sympathie que les ouvriers lui portent ? Le faible pourcentage des votes ne signifie rien, dans un pays où il y a un million et demi de chômeurs et où le vote oppositionnel vous jette automatiquement à la rue. Depuis quelque temps, après avoir montré l'inéluabilité de la formation du bloc Trotsky-Zinoviev, les dirigeants du Parti s'efforçaient de mon-

trer l'inéluabilité d'une rupture de ce bloc. Le XV^e Congrès, en effet, devait servir à opérer cette manœuvre, à isoler les « trotskystes » des amis de Zinoviev, vieux bolcheviks « quand même », à diviser les forces de l'Opposition, c'est-à-dire à dénoncer les oppositionnels de 1923 et Trotsky comme définitivement irréductibles à la discipline « bolchevique », tandis qu'on ruinerait tout à fait l'autorité de Zinoviev, discrédité par une dernière — et définitive — capitulation.

On sait avec quelle violence outrée, quel esprit de surenchère, Boukharine dénonçait ces temps derniers la formation d'un Parti trotskyste, sur la base de la fraction existante et de la plate-forme de l'Opposition préparée pour le XV^e Congrès. Boukharine mieux qu'un autre savait que nul n'envisageait cette éventualité, que cette intention est incompatible avec le maintien de la dictature du prolétariat — tant que cette dictature, même ébranlée, existe encore. Cela, les oppositionnels eux-mêmes l'exprimeraient. Mais le but de cette diversion était d'effrayer une partie de l'Opposition, réunie autour de Zinoviev, et dont on connaît l'attachement au principe de l'unité du Parti et à la vieille discipline bolchevique — discipline cent fois méprisée par Staline. Staline ne laissa-t-il pas courir le bruit qu'il quitterait le Secrétariat général du Parti après le Congrès ? Ne fit-il pas faire quelques démarches auprès de Zinoviev pour lui faire espérer, moyennant un acte de contrition, sa réintégration dans le Parti ? Quoi qu'il en soit, les membres de l'Opposition firent une première Déclaration au Congrès ; ils y soulignaient d'un commun accord l'impossibilité de former un second Parti (par conséquent d'accepter la scission), la nécessité de cesser les luttes fractionnelles au sein du Parti, la nécessité pour le Parti de publier toutes les plates-formes, de discuter réellement au Congrès le point de vue de l'Opposition, et de réintégrer les camarades exclus. Cet acte de loyalisme envers un Congrès dont la composition même excluait le véritable esprit de loyauté, ne pouvait satisfaire Staline. Il n'ignorait pas qu'entre Zinoviev et Trotsky et Radek subsistaient des divergences assez profondes. Il n'ignorait pas non plus que l'analyse de la situation faite par Zinoviev était à courte vue, tandis que la netteté de vue de Trotsky excluait toute confusion.

**

La tactique de marchandages politiques et de compromissions, indigne dans une situation où les plus élémentaires conquêtes du prolétariat russe sont menacées, tentait encore Zinoviev. L'ex-président de la III^e Internationale perdit de vue que le Parti est justiciable de sa politique actuelle devant l'ensemble de la classe ouvrière, devant le prolétariat mondial, et non seulement devant les 1.500 camarades choisis par l'Appareil stalinien pour enregistrer la théorie du socialisme dans un seul pays.

Là-dessus, le Rapport de Staline tomba bruta-

lement : le soutien des idées exprimées dans la plate-forme de l'Opposition, concluait-il, est incompatible avec la présence dans le Parti. C'est net. Ou bien vous renoncerez à la plate-forme, ou bien vous resterez hors du Parti, c'est-à-dire, vous observerez le silence. Renoncer à tout esprit critique, empêcher toute discussion, enlever la possibilité matérielle de s'exprimer, accumuler les mensonges, avilir et ruiner définitivement la substance même de la méthode de Marx et de Lénine, n'admettre que l'agenouillement ou la mort, voilà les scandaleuses conclusions que réclame un Appareil ayant perdu toute dignité prolétarienne, et incapable désormais d'une autre besogne qu'amasser les catéchismes et les credos. La liberté d'expression ? Oui, pour toutes les tentatives de liquidation de la dictature prolétarienne, pour la littérature petite-bourgeoise, réformiste, pour les plans fantaisistes, pour l'exégèse stalinienne, pour le nationalisme étroit, pour le patriotisme social-koulak. Mais pour la défense des intérêts du prolétariat, pour la continuation de la lutte de classes, pour la lutte internationale du prolétariat, aucune discussion n'est permise. Faire une politique de stabilisation et marcher vers le socialisme sont incompatibles, et c'est cependant ce qu'on réclamait au XV^e Congrès. Tout cela n'était-il pas clair pour tous les membres de l'Opposition ?

Kamenev, Evdokimov, etc., exposèrent les craintes de l'Opposition, ils réclamèrent le droit de défendre la plate-forme dans le Parti ; mais Staline ne l'avait-il pas déjà interdit ?

Rakovsky tenta de parler, interrompu à tout instant, subissant ces assauts où les sifflets se mêlent aux hurlements si bien réglés par les metteurs en scène professionnels.

Dès les 2 ou 3 premiers jours, apparaissait nettement la véritable orientation du Congrès : entérinement définitif du point de vue Staline-Boukharine et rejet absolu de l'Opposition.

L'autre partie de la manœuvre se joua devant la Commission de 65 membres, élue pour statuer définitivement sur la question de l'Opposition. Cette Commission invita un certain nombre des membres de l'Opposition à venir s'expliquer devant elle. On connaît la suite des événements, publiée par toute la presse. Devant la mise en demeure que constituait le rapport de Staline, Zinoviev lâcha pied, il convainquit ses amis de baisser pavillon. Kamenev, Bakaïev, Evdokimov, Peterson, Lizdine, etc., signèrent donc une seconde Déclaration dont voici le texte exact :

« La résolution du Congrès sur le rapport du Comité Central déclare incompatible l'appartenance à l'Opposition trotskyste et la propagande des idées de celle-ci avec la présence dans les rangs du parti bolchevik. Ainsi le XV^e Congrès a non seulement repoussé nos conceptions, mais interdit de les propager. Ayant défendu devant le Congrès nos vues principielles, de la justesse desquelles nous

sommes convaincus, nous avons en même temps souligné, dans nos déclarations au Congrès, que nous considérons comme obligatoire de nous soumettre aux décisions du Congrès, quelques pénibles qu'elles fussent pour nous.

« Tout le cours des événements a posé la question d'un second Parti. Nous repoussons par principe la voie d'un second Parti dans les conditions de la dictature prolétarienne. C'est pourquoi, en nous soumettant aux décisions du Congrès, nous déclarons : « 1^o Que la fraction d'Opposition doit cesser d'exister et 2^o que nous appliquerons la résolution du Congrès sur l'interdiction de propager nos vues.

« Nous appelons tous nos partisans à tirer les mêmes conclusions des décisions du Congrès.

« Chacun de nous doit occuper la place que lui assignera le Parti et appliquer ses décisions de toute son énergie dans le travail pratique quotidien, en aidant le Parti à aller vers les buts fixés par Lénine.

« Les camarades exclus du Parti pour action oppositionnelle se sont déjà adressés au Congrès avec une demande de réintégration. Nous renouvelons et appuyons leur demande, considérant comme allant de soi que la libération des camarades arrêtés en raison de leur action oppositionnelle est absolument indispensable. »

10 Décembre 1927.

Kamenev, Bakaïev, Evdokimov, etc...

Les autres membres de l'Opposition jugèrent impossible de souscrire à ce texte, dont la contradiction était flagrante, puisque le soutien des idées exprimées dans la plate-forme était déclaré incompatible avec la présence dans le Parti. Ils adressèrent donc de leur côté une seconde déclaration, dans les termes suivants :

« La décision du XV^e Congrès du Parti sur l'incompatibilité de l'appartenance à l'Opposition avec la présence dans le Parti nous incite à faire les déclarations suivantes :

« Nous nous soumettons aux décisions du Congrès, nous interrompons tout travail fractionnel, dissolvons toute organisation de fraction, et invitons tous nos partisans à en faire autant.

« Nous répudions catégoriquement la voie d'un second Parti. Nous estimons que toute tentative dans ce sens contredit la dictature du prolétariat et par conséquent est vouée à un échec.

« Il en résulte clairement qu'en conformité des décisions du Congrès, nous prenons l'engagement de ne pas propager nos vues par des méthodes fractionnelles.

« En même temps nous considérons que nos conceptions, exposées dans la plate-forme et dans les thèses peuvent être défendues devant le Parti par chacun de nous dans le cadre des statuts. S'abstenir de défendre des idées dans le Parti équivaldrait politiquement à y renoncer. Un tel renoncement serait pour nous obligatoire si nous étions convaincus de leur inexactitude, c'est-à-dire de leur non-confor-